

BRUXELLES-CAPITALE

**ASSEMBLÉE RÉUNIE
DE LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE
COMMUNE**

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

9 OCTOBRE 2013

PROJET D'ORDONNANCE**portant assentiment au :**

**Protocole facultatif
se rapportant au Pacte international relatif
aux droits économiques, sociaux et culturels,
fait à New York le 10 décembre 2008**

Exposé des motifs**1. Introduction**

N'étant en fait qu'une recommandation de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU), il a fallu attendre dix neuf ans après son adoption en 1948 avant que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) soit complétée par deux pactes qui forment ensemble la « Charte Internationale des Droits de l'Homme » : le Pacte International relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et le Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (PIDESC).

Bien qu'ils aient été adoptés en décembre 1966, le PICP et le PIDESC n'ont été ratifiés qu'en 1983 par la Belgique.

La scission institutionnelle entre le PIDCP et le PIDESC fut justifiée par le postulat que ces deux types de droits se-

BRUSSEL-HOOFDSTAD

**VERENIGDE VERGADERING
VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSOMMISSIE**

GEWONE ZITTING 2012-2013

9 OKTOBER 2013

ONTWERP VAN ORDONNANTIE**houdende instemming met :**

**het Facultatief Protocol
bij het Internationaal Verdrag inzake
economische, sociale en culturele rechten,
opgemaakt in New York op 10 december 2008**

Memorie van toelichting**1. Inleiding**

Na het aannemen van de Universele Verklaring voor de Rechten van de Mens (UVRM) in 1948 duurde het negentien jaar tot de UVRM, die eigenlijk enkel een aanbeveling is van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties (VN), werd aangevuld door twee pacten die samen de « International Bill of Rights » worden genoemd : het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten (IVBPR) en het Internationaal Verdrag inzake Economische, Sociale en Culturele Rechten (IVESCR).

Hoewel zij in december 1966 zijn aangenomen, werden het IVBPR en het IESCR pas in 1983 door België geraffineerd.

De institutionele tweedeling tussen IVBPR en IESCR werd verantwoord door de stelling dat deze twee types

raient de nature différente, reposeraient sur des bases différentes, exigeraient des normes différentes et impliquerait d'autres obligations pour les Etats. Cependant, force est de constater que la plupart des Etats considèrent ces deux traités comme un tout (ce dont témoigne la ratification simultanée).

La principale conséquence de la scission en deux instruments juridiques distincts est le caractère non-immédiat de l'obligation des Etats de réaliser les droits qui découlent du PIDESC : les objectifs doivent être réalisés progressivement en fonction des moyens financiers et autres disponibles dans l'état en question.

La surveillance internationale du respect des normes est également différente. Les deux traités prévoient un rapportage périodique par les Etats Parties à un comité international, le Comité des Droits de l'Homme pour le PIDCP et le Comité pour les Droits Economiques, Sociaux et Culturels (CDESC) pour les PIDESC. En revanche, ce n'est que dans le cadre du PICP qu'il est possible d'introduire des communications interétatiques ou des communications de particuliers concernant le non-respect des droits civils et politiques garantis.

Au début des années nonante, il a été décidé de répondre au besoin d'un mécanisme de communication pour des dossiers économiques, sociaux et culturels. Ceci fut le point de départ d'un processus de longue durée, avec des rapporteurs et un travail préparatoire dans les organes des droits de l'homme de l'ONU. Le 10 décembre 2008, exactement soixante ans après l'adoption de la DUDH, ce processus a fini par aboutir à une résolution de l'Assemblée générale des Droits de l'Homme de l'ONU dans laquelle le texte du protocole a été définitivement fixé.

Le Protocole prévoit trois mécanismes, dont seul le mécanisme individuel des communications doit être impérativement accepté. Le droit interétatique en matière des communications et l'enquête indépendante par le CDESC sont facultatifs et doivent être acceptés séparément par un Etat.

II. Commentaire des articles

Dans le Préambule les Etats Parties renvoient à la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui garantissent la dignité et les droits égaux et inaliénables de tous les droits de l'homme. Ils confirment l'universalité et l'indissociabilité, l'interdépendance et le lien étroit de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'article 1^{er} établit la compétence du CDESC pour recevoir et examiner des communications relatives à la violation des droits économiques, sociaux et culturelles par une Etat partie au présent Protocole.

rechten verschillend van aard zouden zijn, op een andere grondslag zouden berusten, verschillende normstellingen vereisen en andere Staatsverplichtingen impliceren. Toch stellen wij vast dat de meeste staten beide verdragen als een eenheid zien (wat tot uitdrukking komt door de gelijktijdige ratificatie).

Het belangrijkste gevolg van de opsplitsing in twee verschillende juridische instrumenten is het niet-onmiddellijke karakter van de verplichting van de Staten om de rechten uit het IVESCR te realiseren : de doelstellingen moeten progressief worden verwezenlijkt, afhankelijk van de beschikbare financiële en andere middelen van de betrokken staat.

Ook het internationale toezicht op de naleving van de normen is verschillend. Beide verdragen voorzien in een periodieke rapportering door de partijen aan een internationaal comité : het Mensenrechtencomité voor het IVBPR en het Comité voor de Economische, Sociale en Culturele Rechten (CESCR) voor het IVESCR. Daarentegen werd enkel voor het IVBPR de mogelijkheid gelaten om tussenstatelijke klachten en klachten door individuen over de niet-naleving van de gegarandeerde burgerlijke en politieke rechten, in te dienen.

Begin de jaren negentig besliste men dat de lacune van een internationaal klachtenmechanisme voor economische, sociale en culturele rechten diende te worden gevuld. Dit was de aanzet voor een langdurig proces, met rapporteurs en voorbereidend werk in de mensenrechtenorganen van de VN. Op 10 december 2008, exact zestig jaar na de aanname van de UVRM, mondde dit proces uiteindelijk uit in een resolutie van de Algemene Vergadering van de VN waarin de tekst van dit Facultatief Protocol definitief werd vastgesteld.

Het Protocol bepaalt dat er drie mechanismen zijn, waarvan enkel het individuele klachtenmechanisme verplicht moet worden aanvaard. Het statenklachtrecht en het zelfstandige onderzoek door het CESCR zijn facultatief en moeten apart worden aanvaard door een Staat.

II. Commentaar bij de artikelen

In de Preambulle verwijzen de verdragsluitende staten naar het Handvest van de Verenigde Naties, de Universele Verklaring van de rechten van de mens en internationale mensenrechtenverdragen, die de waardigheid en de gelijke en onvervreemdbare rechten van alle mensen waarborgen. Zij bevestigen het universele en ondeelbare karakter van en de onderlinge afhankelijkheid en de nauwe samenhang tussen alle mensenrechten en fundamentele vrijheden.

Artikel 1 legt de bevoegdheid van het CESCR vast tot het ontvangen en bestuderen van kennisgevingen over de schending van economische, sociale en culturele rechten door een staat die partij is bij dit Protocol.

L'article 2 stipule que les communications peuvent être soumises par des (groupes de) particuliers relevant de la juridiction de l'État qui aurait commis une violation à l'égard de leurs droits économiques, sociaux ou culturels. En principe, donc, les plaintes doivent être déposées par les personnes lésées directement. Les plaintes ne peuvent être introduites auprès du CDESC qu'au nom d'autrui qu'avec leur consentement ou à moins que l'auteur ne puisse justifier agir sans leur consentement.

L'article 3 contient un certain nombre de conditions de recevabilité. Ainsi, le Comité n'examine aucune communication sans avoir vérifié que tous les recours internes ont été épousés. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où la procédure de recours excède des délais raisonnables.

L'article 4 prévoit que le CDESC peut refuser d'examiner une communication dont il ne ressort pas que l'auteur a subi un désavantage notable, à moins que le Comité ne considère qu'il s'agit d'une question d'importance générale.

L'article 5 donne la possibilité au CDESC de prendre des mesures provisoires qui peuvent être nécessaires pour éviter qu'un éventuel préjudice irréparable ne soit causé aux victimes de la violation présumée, avant de prendre une décision sur le fond.

L'article 6 définit les délais pour la transmission de la communication par le CDESC à l'Etat concerné et pour la réponse de cet État à la communication..

Conformément à l'article 7, le CDESC est compétent pour fournir des services de qualité afin de parvenir à un règlement à l'amiable.

L'article 8 établit la procédure concernant le traitement de la communication par le CDESC, qui peut consulter d'autres organes de l'ONU.

L'article 9 dispose que le CDESC transmet, après examen de la communication, ses constatations, accompagnées, le cas échéant, de ses recommandations aux parties intéressées. L'Etat doit examiner dûment ces constatations et les éventuelles recommandations et soumettre dans les six mois une réponse écrite contenant des informations sur toute action menée à la lumière des constatations et recommandations du Comité. Ces actions peuvent prendre la forme d'une indemnisation des victimes.

L'article 10 contient des règles de procédure concernant les communications interétatiques, qui doivent être expressément acceptées. Ce cas de figure est toutefois assez théorique, car les mécanismes semblables dans d'autres traités relatifs aux droits de l'homme n'ont jamais été appliquées.

Artikel 2 bepaalt dat de kennisgevingen kunnen worden ingediend door (groepen van) persoon(en) die onder de rechtsmacht vallen van de staat die hun economische, sociale of culturele rechten zou hebben geschonden. In beginsel moeten de klachten dus worden ingediend door de onmiddellijk benadeelden. Klachten kunnen slechts ten behoeve van anderen voor het CESCR worden gebracht, indien dit met de toestemming van deze laatsten gebeurt of indien de klager kan rechtvaardigen om op te treden zonder hun toestemming.

Artikel 3 bevat een aantal ontvankelijkheidsvooraarden. Zo bestudeert het Comité geen kennisgevingen zonder zich ervan te hebben vergewist dat alle beschikbare nationale rechtsmiddelen zijn uitgeput. Deze regel geldt echter niet indien de toepassing van deze rechtsmiddelen onredelijk wordt gerekt.

Artikel 4 bepaalt dat het CESCR kan weigeren om een kennisgeving te bestuderen indien daar niet uit blijkt dat de opsteller duidelijk nadeel heeft geleden, tenzij het Comité ordeelt dat het gaat om een belangrijk thema van algemeen belang.

Artikel 5 geeft het CESCR de mogelijkheid om bewarende maatregelen uit te vaardigen die, in afwachting van de definitieve beoordeling van een zaak, moeten vermijden dat er onherstelbare schade wordt geleden door de slachtoffers van de beweerde schending.

Artikel 6 bepaalt de termijnen voor de overmaking van de kennisgeving door het CESCR aan de betrokken staat en voor de reactie door deze staat op de kennisgeving.

Krachtens artikel 7 is het CESCR bevoegd voor het verlenen van goede diensten om tot een minnelijke schikking te komen.

Artikel 8 bepaalt de procedure voor de behandeling van de kennisgeving door het CESCR, dat een beroep kan doen op andere organen van de VN.

Artikel 9 stelt dat het CESCR na onderzoek van een kennisgeving zijn bevindingen, vergezeld van zijn eventuele aanbevelingen, toezendt aan de betrokken partijen. De Staat moet deze bevindingen en eventuele aanbevelingen, grondig in overweging nemen en dient binnen zes maanden er schriftelijk op te antwoorden met inbegrip van inlichtingen inzake eventuele maatregelen die zijn genomen naar aanleiding van deze bevindingen, en eventuele aanbevelingen. Deze acties kunnen de vorm aannemen van het betalen van een schadevergoeding aan de slachtooffers.

Artikel 10 bevat de procedureregels voor de interstatelijke kennisgevingen, die uitdrukkelijk moeten worden aanvaard. Dit geval is overigens wellicht eerder theoretisch, aangezien de analoge mechanismen in ander mensenrechtenverdragen nog nooit werden toegepast.

L’article 11 prévoit que le CDESC peut, de sa propre initiative, ouvrir une enquête quand il reçoit des renseignements indiquant une atteinte grave ou systématique à l’un des droits économiques, sociaux et culturels dans un Etat particulier.

L’article 12 règle le suivi par le CESCR d’une telle enquête indépendante. Cette procédure doit, tout comme celle concernant la plainte interétatique, également être explicitement acceptée.

L’article 13 impose aux États de protéger leurs ressortissants contre tout acte d’intimidation et de mauvais traitement lorsqu’ils ont déposé une plainte auprès du CDESC.

L’article 14 concerne la coopération internationale en vue de renforcer les capacités dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels.

L’article 15 prévoit un rapport annuel par le CDESC relatif à l’application du présent Protocole.

L’article 16 impose aux États l’obligation de faire une large publicité à l’existence du mécanisme de plaintes, y compris les formes de communication appropriées pour les personnes souffrant d’un handicap.

Les articles 17 à 22 contiennent les dispositions finales classiques des traités de l’ONU. Un point important ici est le seuil assez bas concernant l’entrée en vigueur : seuls dix Etats devraient avoir ratifié le Protocole.

III. Caractère mixte

Compte tenu de la nature transversale des traités relatifs aux droits de l’homme, les dispositions du présent Protocole facultatif relèvent aussi bien de la compétence fédérale que de celle des Régions, des Communautés ainsi que de la Commission communautaire commune.

C’est pourquoi, lors de sa réunion du 21 octobre 2008, le Groupe de Travail Traités mixtes (GTTM), organe consultatif de la Conférence interministérielle de la Politique étrangère (CIPE), a acté le caractère mixte du présent Protocole facultatif.

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

Artikel 11 voorziet dat het CESCR op eigen initiatief een onderzoek kan instellen wanneer het geloofwaardige informatie heeft gekregen over systematische of grove schendingen van economische, sociale en culturele rechten in een bepaalde Staat.

Artikel 12 regelt het vervolg door het CESCR op dergelijk zelfstandig onderzoek. Ook deze procedure moet, net als die inzake interstatelijke kennisgevingen, uitdrukkelijk worden aanvaard.

Artikel 13 legt aan de staten op om hun ingezetenen te beschermen tegen intimidaties en slechte behandeling wanneer zij een klacht hebben ingediend bij het CESCR.

Artikel 14 is een bepaling inzake internationale samenwerking met het oog op capaciteitsopbouw bij de verwezenlijking van economische, sociale en culturele rechten.

Artikel 15 voorziet in een jaarlijkse rapportering door het CESCR over de toepassing van dit Protocol.

Artikel 16 legt aan de Staten de verplichting op om ruime ruchtbaarheid te geven aan het bestaan van het klachtenmechanisme, met inbegrip van aangepaste vormen van communicatie voor mensen met een handicap.

Artikelen 17 t.e.m. 22 bevatten de klassieke slotbepalingen van verdragen van de VN. Een belangrijk punt is hier de lage drempel voor de inwerkingtreding : slecht tien staten dienen daarvoor het Protocol te hebben geratificeerd.

III. Gemengd karakter

Gezien het transversale karakter van de mensenrechtenverdragen, vallen de bepalingen van het voorliggend Facultatief Protocol zowel onder de federale bevoegdheid als onder de bevoegdheid van de Gewesten, de Gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Daarom heeft de Werkgroep Gemengde Verdragen (WGGV), adviesorgaan van de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid (ICBB), in haar vergadering van 21 oktober 2008 het gemengd karakter van het voorliggend Facultatief Protocol vastgesteld.

De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

**AVANT-PROJET D'ORDONNANCE
SOUMIS À L'AVIS
DU CONSEIL D'ETAT**

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment au :

**Protocole facultatif se rapportant
au Pacte international relatif aux droits économiques,
sociaux et culturels, fait à New York le 10 décembre 2008**

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Après délibération,

ARRETE :

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures, sont chargés de présenter, au nom du Collège réuni, à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Article 2

Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 10 décembre 2008, sortira son plein et entier effet.

Article 3

La compétence du Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour recevoir, conformément à l'article 10 du présent Protocole facultatif, des communications d'un Etat Partie qui affirme qu'un autre Etat Partie ne s'acquitte pas de ses obligations, ou pour, conformément aux articles 11 et 12 du présent Protocole facultatif, mener une enquête sur les violations graves et systématiques par un État Partie de l'un des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le Pacte, sont reconnus.

Le Président du Collège réuni,

Charles PICQUÉ

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

**VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE
ONDERWORPEN AAN HET ADVIES
VAN DE RAAD VAN STATE**

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**het Facultatief Protocol bij het Internationaal Verdrag
inzake economische, sociale en culturele rechten,
opgemaakt in New York op 10 december 2008**

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad,

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging,

BESLUIT :

De Leden van het Verenigd College bevoegd voor Externe Betrekkingen zijn gelast, in naam van het Verenigd College, bij de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Artikel 2

Het Facultatief Protocol bij het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, opgemaakt in New York op 10 december 2008, zal volkomen gevolg hebben.

Artikel 3

De bevoegdheid van het Comité voor de Economische, Sociale en Culturele Rechten om overeenkomstig artikel 10 van dit Facultatief Protocol kennisgevingen van een verdragsluitende staat te ontvangen die stelt dat een andere verdragsluitende staat niet voldoet aan zijn verplichtingen, of om overeenkomstig de artikelen 11 en 12 van dit Facultatief Protocol een onderzoek te voeren naar ernstige en systematische schendingen door een verdragsluitende staat van een van de in het Verdrag omschreven economische, sociale en culturele rechten, wordt erkend.

De Voorzitter van het Verenigd College,

Charles PICQUÉ

De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, première chambre, saisi par les Ministres, membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétents pour les Relations extérieures, le 4 juin 2013, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance « portant assentiment au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 10 décembre 2008 », a donné l'avis (n° 53.492/1) suivant :

Tant le texte français authentique du Protocole facultatif soumis pour assentiment (*), qu'une traduction néerlandaise de celui-ci doivent être soumis à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune.

Le projet n'appelle pas d'autres observations.

La chambre était composée de

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre,
	W. VAN VAERENBERGH, J. VAN NIEUWENHOVE,	conseillers d'État,
	M. RIGAUX, M. TISON,	assesseurs de la section de législation
	W. GEURTS,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. F. VANNESTE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. M. VAN DAMME, président de chambre.

Le Greffier,

W. GEURTS

Le Président,

M. VAN DAMME

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, eerste kamer, op 4 juni 2013 door de Ministers, leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd voor Externe Betrekkingen verzocht hun, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie « houdende instemming met het Facultatief Protocol bij het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, opgemaakt in New York op 10 december 2008 », heeft het volgende advies (nr. 53.492/1) gegeven :

Aan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dienen zowel de authentieke Franse tekst van het om instemming voorgelegde Facultatief Protocol (*), als een Nederlandse vertaling ervan te worden voorgelegd.

Het ontwerp noopt niet tot het maken van andere opmerkingen.

De kamer was samengesteld uit

De Heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter,
	W. VAN VAERENBERGH, J. VAN NIEUWENHOVE,	staatsraden,
	M. RIGAUX, M. TISON,	assessoren van de afdeling wetgeving
	W. GEURTS,	griffier.

Het verslag is opgesteld door de Heer F. VANNESTE auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van de Heer M. VAN DAMME, kamervoorzitter.

De Griffier:

W. GEURTS

De Voorzitter:

M. VAN DAMME

(*) Article 22, paragraphe 1^{er}, du Protocole facultatif s'énonce comme suit : « Le présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies ».

(*) Artikel 22, lid 1, van het Facultatief Protocol luidt : « Dit Protocol, waarvan de Arabische, de Chinees, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt neergelegd in het archief van de Verenigde Naties ».

PROJET D'ORDONNANCE**portant assentiment au :**

**Protocole facultatif
se rapportant au Pacte international relatif
aux droits économiques, sociaux et culturels,
fait à New York le 10 décembre 2008**

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Après délibération,

ARRETE :

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures, sont chargés de présenter, au nom du Collège réuni, à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Article 2

Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 10 décembre 2008, sortira son plein et entier effet (*).

Article 3

La compétence du Comité des droits économiques, sociaux et culturels pour recevoir, conformément à l'article 10 du présent Protocole facultatif, des communications d'un Etat Partie qui affirme qu'un autre Etat Partie ne s'acquitte pas de ses obligations, ou pour, conformément aux articles 11 et 12 du présent Protocole facultatif, mener une enquête sur les violations graves et systématiques par un État Partie de l'un des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le Pacte, sont reconnus.

(*) Le texte intégral du Protocole peut être consulté au greffe du Parlement.

ONTWERP VAN ORDONNANTIE**houdende instemming met :**

**het Facultatief Protocol
bij het Internationaal Verdrag inzake
economische, sociale en culturele rechten,
opgemaakt in New York op 10 december 2008**

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad,

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging,

BESLUIT :

De Leden van het Verenigd College bevoegd voor Externe Betrekkingen zijn gelast, in naam van het Verenigd College, bij de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Artikel 2

Het Facultatief Protocol bij het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, opgemaakt in New York op 10 december 2008, zal volkomen gevolg hebben (*).

Artikel 3

De bevoegdheid van het Comité voor de Economische, Sociale en Culturele Rechten om overeenkomstig artikel 10 van dit Facultatief Protocol kennisgevingen van een Verdragsluitende Staat te ontvangen die stelt dat een andere Verdragsluitende Staat niet voldoet aan zijn verplichtingen, of om overeenkomstig de artikelen 11 en 12 van dit Facultatief Protocol een onderzoek te voeren naar ernstige en systematische schendingen door een Verdragsluitende Staat van een van de in het Verdrag omschreven economische, sociale en culturele rechten, wordt erkend.

(*) De volledige tekst van het Protocol kan op de griffie van het Parlement geraadpleegd worden.

Bruxelles, le 30 mai 2013

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

Brussel, 30 mei 2013

De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK